

Le Petit Provençal

JOURNAL QUOTIDIEN D'UNION NATIONALE

Jeu 13 Septembre 1917
RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
75, rue de la Darse, 75
MARSEILLE
Téléph. : Directeur 2-90. - Rédacteur 2-72, 39-50
Bureaux à Paris : 10, rue de la Bourse
42^e ANNÉE - 10 cent. - N° 14.830

LES ANNONCES SONT REÇUES :
A MARSEILLE : Chez M. G. Allard,
rue Pavillon, 31 et dans nos bureaux ;
A PARIS : à l'Agence Havas, place de
la Bourse, 4.
ABONNEMENTS :
B.-du-Rh. et départe- 3 mois 6 mois 1 an
ments limitrophes, 8 fr. 15 fr. 28 fr.
France et Colonies, 9 fr. 17 fr. 32 fr.
Etranger, 12 fr. 22 fr. 40 fr.
Les abonnements partent du 1^{er}
et du 16 de chaque mois

Le Scandale germano-suédois

Tandis que le gouvernement suédois essaie, dans une défense plutôt embarrassée, de plaider les circonstances atténuantes pour tous ces louches agissements pro-boches qui viennent d'être dénoncés par le gouvernement des Etats-Unis, le socialiste Branting n'hésite pas, lui, à reconnaître la gravité de la faute commise : la loyauté du chef du parti socialiste suédois s'oppose ainsi à l'hypocrisie de ce gouvernement de Stockholm qui, depuis trois ans, n'a pour ainsi dire pas cessé de mettre secrètement son activité au service de l'Allemagne.

Branting a déclaré avec raison que ce « trafic » des chancelleries suédoises entraînant une lourde responsabilité pour la Suède, « Cela prouve, a-t-il ajouté, que les plaintes constantes du parti socialiste suédois sur la partialité de la politique étrangère étaient justifiées ». Et il est exact en effet que le sympathique leader socialiste et ses amis se sont élevés à de nombreuses reprises contre les tendances germanophiles du gouvernement suédois. Mais si ces nobles protestations d'hier et celles d'aujourd'hui attestent qu'une grande partie de l'opinion suédoise, de telles intrigues et de telles manigances, il n'en reste pas moins que, dans son ensemble, le pays apparaît comme moralement responsable. Il le demeurera jusqu'au jour où, par son attitude énergique, il exigera de ses dirigeants un peu plus de franchise et un peu plus de droiture dans la pratique de cette neutralité à laquelle la Suède, officiellement, prétend vouloir demeurer fidèle.

D'autre part, le gouvernement de la République Argentine n'a pas été sans s'émouvoir en présence des révélations faites à Washington. On annonce de Buenos-Ayres que le ministre des Affaires Etrangères, M. Pueyrredon, se montre surpris, voire scandalisé, de l'attitude des ministres allemand et suédois. Il est évident qu'on le serait à moins.

Rien n'égale la duplicité dont l'Allemagne a fait preuve vis-à-vis de la République Argentine grâce à la complicité de ces étrangers diplomates suédois qui avaient transformé leur office en boîte aux lettres. La correspondance échangée entre M. de Luxburg et ses maîtres de Berlin fait toucher du doigt tous les dessous de la manœuvre perfide et criminelle. La diplomatie boche se rend compte un beau jour que la patience des Argentins est à bout et que la continuation de la campagne de torpillage risque de provoquer une rupture entre les deux pays. Alors, que fait-elle ? Les télégrammes du ministre d'Allemagne à Buenos-Ayres nous le disent très explicitement : on s'abstiendra momentanément de torpiller les bateaux argentins ou bien, ce qui serait mieux encore, on les coulera sans laisser de traces. De cette dernière façon, le torpillage ne pourra pas être matériellement établi.

Pas vu, pas pris ! La formule classique des escarpes et des cambrioleurs se trouve être tout naturellement la formule des pirates-assassins de la marine boche. Elle suffit à juger la politique de guerre de l'Allemagne.

CAMILLE FERDY.

PROPOS DE GUERRE

Le « prompt secours »

Nous appellerons M. Benoît, si vous voulez, pour la commodité du discours. Donc, M. Benoît appartient depuis de longues années au personnel d'une de nos grandes administrations publiques. Avant la guerre, il vivait, modestement, mais il vivait. Depuis la guerre, il vit mal. Dernièrement, sa situation devient même si critique que M. Benoît alla se confier à un de ses chefs.

C'est un brave homme que ce chef, il connaît la vie ; il connaît aussi M. Benoît. — Mon cher Benoît, lui dit-il, si vous me dites que ça ne va pas, c'est que ça ne va pas. Ecrivez au ministre et sollicitez ce qu'on appelle un « prompt secours ». On n'a pas beaucoup, mais on l'a immédiatement.

M. Benoît fit sa demande qui fut transmise sans retard au ministre. Huit jours plus tard, la réponse arrivait : le ministre

accordait 200 francs. M. Benoît était radieux ; deux cents francs, ce n'est pas le Pérou, mais deux cents francs, ça vient, vite cela en vaut quatre cents qu'on vous fait attendre. M. Benoît se rendit au bureau de son administration pour y toucher son mandat. — Votre mandat ? dit M. Leburau, quel mandat ? — Mon mandat de prompt secours, quel mandat ? — Eh bien, on l'établira votre mandat ; revenez dans huit jours. Huit jours plus tard, M. Benoît reparut : — Votre mandat ? Ah ! oui... il n'est pas prêt, repassez la semaine prochaine ; nous

sommes surchargés, ajouta-t-il, en reprenant la lecture de son journal. — D'accord, dit M. Benoît, et ayant de plus en plus besoin de ces 200 francs, fit intervenir un de ses chefs, celui-là même qui l'avait conseillé. M. Leburau enleva sa calotte : — Un mandat pour M. Benoît ? Il se peut, Monsieur le chef de bureau... Or, l'usage des mandats est, C'est M. l'Archiviste qui est chargé de cela et M. l'Archiviste est en congé. On va s'en occuper, Monsieur le chef de bureau... Il y a deux mois que la réponse du ministre est arrivée. M. Benoît attend toujours son « prompt secours ». ANDRÉ NEGIS

LA CRISE MINISTÉRIELLE

Le Ministère Painlevé est définitivement constitué

Paris, 12 Septembre. La nuit dernière, après le refus des socialistes de collaborer à la constitution du nouveau ministère, M. Painlevé s'était rendu à l'Élysée pour annoncer à M. Poincaré qu'il résiliait le mandat qu'il lui avait confié. M. Bourgeois, délégué par les membres du Cabinet en formation, vint l'y rejoindre. Après trois quarts d'heure de conversation, M. Painlevé reprit au ministère de la Guerre et annonça à ses collaborateurs qu'il attendait que M. Poincaré l'aurait prévenu de ne pas s'arrêter à ces difficultés et de reprendre ses démarches. M. Painlevé y consentit et dès ce matin, il continua ses démarches qui ont abouti dans le courant de l'après-midi.

Le nouveau Ministère

En effet, à 5 h. 30, M. Painlevé se rendait à l'Élysée où il conférait avec le président de la République. Il réunissait ensuite ses collaborateurs en Conseil de Cabinet et à 8 h. 15 du soir, il faisait connaître la constitution officielle du ministère dont voici la composition :

- MM. PAINLEVÉ, présidence du Conseil et ministère de la Guerre.
- RAUL PERET, Justice.
- RIBOT, Affaires Etrangères.
- STEEG, Intérieur.
- CHAUMET, Marine.
- LOUCHEUR, Armement.
- KLOTZ, Finances.
- René BESNARD, Colonies.
- CLAVELLE, Travaux Publics.
- Daniel VINCENT, Instruction Publique.
- RENARD, Travail.
- CLEMENTEL, Commerce.
- Fernand DAVID, Agriculture.
- Maurice LONG, Ravitaillement.
- FRANKLIN-BOUILLON, Mission à l'Étranger.
- BARTHOUL, Léon BOURGEOIS, DOUMER, Jean DUPUY, ministres, secrétaires d'Etat, membres du Comité de guerre.

Les sous-secrétariats d'Etat

Paris, 12 Septembre. Le ministère Painlevé comprend en outre onze sous-secrétariats d'Etat : Service de Santé, M. Justin Godard ; Aéronautique, M. J.-L. Dumesnil ; Administration générale, M. Mourier ; Contentieux, M. Pierre Masse ; Inventions, M. J.-L. Breton. (Ces cinq sous-secrétariats sont rattachés au ministère de la Guerre). Intérieur, M. Victor Peytral ; Finances, M. Paul Bourély ; Commerce, M. Paul Morlet ; Marine Marchande et Transports Maritimes (rattachés au Commerce), M. de Monzie.

Blocus (rattaché aux Affaires Etrangères), M. Métin ; Beaux-Arts, M. Dalimier.

Autour de la Crise

Ce que fut l'entrevue des délégués du groupe socialiste et de M. Painlevé Paris, 12 Septembre. Pour éclairer les événements de la nuit dernière, qui peuvent influer sur la situation de demain, nous croyons devoir publier, d'après l'Humanité, le compte rendu de l'entrevue que la délégation du groupe socialiste eut hier matin avec M. Painlevé.

L'entretien a duré une heure. Les délégués ont déclaré qu'ils n'avaient, pour le moment, qu'intention de donner des suggestions sur les directions générales qu'ils croyaient devoir être suivies pour le bien de la nation, et pour une bonne partie de la guerre, ils ne pensaient ni à discuter sur le nombre, ni sur les noms des socialistes, dont M. Painlevé pourrait désirer la constitution. Ils ont dit qu'ils étaient d'accord de principe sur l'action immédiate du futur gouvernement.

Les délégués ont indiqué que conformément à ce que les socialistes ont réclamé lors de leur participation aux précédents gouvernements, ils insis-

Une motion du groupe socialiste

Paris, 12 Septembre. La motion suivante, signée par MM. René Leduc, Compère-Morel, a été votée par le groupe des députés socialistes, par 10 voix contre 23, et par les C. R. P., par 13 contre 11 : « Le groupe décide qu'il n'y a pas lieu pour lui de se réunir avec M. Painlevé et de discuter avec ses membres dans la combinaison ministérielle actuellement en formation. »

« Le groupe déclare qu'il reste prêt à participer à tout gouvernement qui apparaitra comme propre à unir les efforts de tous, en une impulsion vigoureuse dans l'ordre de l'action nationale, à la fois par ses idées directrices et par ses constitutions adoptées au fonctionnement rapide et efficace des organismes gouvernementaux, ainsi que par sa composition correspondante à son programme. »

« Décide d'appuyer, au dehors comme au dedans, un gouvernement qui agira avec énergie pour la défense nationale, le groupe demandant que les socialistes, en les jugeant à leurs actes, à ceux qu'ils assument, avec ou sans les socialistes, la charge du salut du pays. »

LA GUERRE

Nous effectuons d'heureux coups de main en Champagne

LUTTE D'ARTILLERIE EN BELGIQUE

Washington, 12 septembre. Le gouvernement a ouvert à l'Italie un nouveau crédit de cinquante millions de dollars. Les crédits totaux s'élevaient maintenant à 255 millions.

LA SITUATION

Paris, 12 Septembre. Au rapport d'un correspondant anglais à Pétrougrade, la droite de l'armée russe s'appuie à la côte de la Baltique, à l'embouchure de l'Aa, dans le golfe de Riga, le centre à Zegeveld et la gauche à Friedrichsdorf. Si les troupes russes sont encore capables de résistance, les Allemands devront exercer un sérieux effort pour enfoncer leur centre, ce qui pourrait les inciter à tourner par Dvinsk, la gauche de leurs adversaires en raison de l'état du terrain dans une région marécageuse. L'opération n'aurait pas sans quelques difficultés qui ne sont pas insurmontables pour des troupes entraînées et disciplinées.

Sur le front de Salonique, les troupes françaises et russes accentuent leurs progrès dans la région au nord-ouest du lac Malis, où elles ont occupé Galovica, Przemel et les hauteurs qui bordent entre ces deux villages la vallée de la Cerava. Elles ont capturé trois cent cinquante prisonniers, dont quatre officiers, trois canons, trois mitrailleuses et du matériel sanitaire. Pour nous, nous avons à enregistrer deux brillants coups de main en Champagne, où sur la route de Saint-Hilaire à Saint-Souplet, nous avons pénétré jusqu'à la troisième ligne allemande. Les tentatives de l'ennemi ont été partout repoussées.

MARIUS RICHARD

Le Blocus de l'Allemagne

New-York, 12 Septembre. Les Etats-Unis continuent à mettre à exécution les mesures tendant à empêcher le commerce flottage des neutres avec l'Allemagne. C'est ainsi que le vapeur danois Oscar II qui devait partir samedi avec 600 passagers et un cargaison de produits alimentaires a été retenu par nos forces navales et ce fait se produit pour un navire danois.

SUR NOTRE FRONT

Communiqué officiel anglais

12 Septembre. L'ennemi, qui a attaqué ce matin, à la faveur d'un violent barrage, nos tranchées, à l'est d'Argicourt, a été rejeté par nos feux d'infanterie et de mitrailleuses.

1.138^e JOUR DE GUERRE

Communiqué officiel

Paris, 12 Septembre. Le gouvernement fait, à 14 heures, le communiqué officiel suivant : En Belgique, la tête d'artillerie s'est maintenue, très vive, dans le secteur de Drie-Grachten et de Bieschoote.

En Champagne, nous avons effectué avec succès deux incursions dans les lignes allemandes : l'une, au nord-est d'Aubertin, l'autre, à l'est de la route de Saint-Hilaire à Saint-Souplet.

Sur ce dernier point, nos détachements ont pénétré dans la troisième ligne ennemie. Un vif combat s'est engagé, au cours duquel la garnison allemande a été tuée ou faite prisonnière.

Nous avons fait sauter de nombreux abris et ramené un important matériel.

Une tentative de l'ennemi, au nord-est de Tahure, a échoué sous nos feux et a coûté des pertes sérieuses aux assaillants.

Sur la rive droite de la Meuse, nous avons repoussé deux attaques sur nos postes avancés, au nord du bois des Carrières et au nord de Rouvaux. Nuit calme partout ailleurs.

AVIATION

Des avions ennemis ont bombardé la région de Dunkerque, faisant plusieurs victimes dans la population civile.

Négociations sur les Balkans

Desarmement des puissances de l'Entente, qui sont affilés au secrétariat international de Berlin, siégeant dans les bureaux des fédérations générales des syndicats de Grande-Bretagne, s'est terminé hier soir.

Le Congrès des Syndicalistes Internationaux

Le Congrès des représentants des fédérations nationales des syndicalistes de l'Entente, qui sont affilés au secrétariat international de Berlin, siégeant dans les bureaux des fédérations générales des syndicats de Grande-Bretagne, s'est terminé hier soir.

Les débats furent privés, mais d'après les comptes rendus officiels, il semble que le plus importante décision de la conférence se rapporte au déplacement du secrétariat international de Berlin.

Cette décision, qui fut proposée la veille par un délégué français, « tout au moins par l'Allemagne dans les cercles diplomatiques de Washington, dit à ce sujet : La source de ces propositions n'est pas révélée, mais les termes sont couramment indiqués « comme ayant été formulés par von Kuhlmann », le nouveau ministre des Affaires Etrangères allemand :

1^o Restauration de la Belgique et du nord de la France qui serait payée par la vente des colonies allemandes ; l'Alsace et la Lorraine deviendraient Etats indépendants ;

2^o Trieste serait port libre ;

3^o La Serbie et la Roumanie seraient restaurées, et un port accordé à la Serbie sur l'Adriatique ;

LA SITUATION EN RUSSIE

Les Troupes de Korniloff à 30 kilomètres de Pétrougrade

Pétrougrade, 12 Septembre. Après une délibération privée avec les ministres démissionnaires, M. de M. Kerensky a été reconnu comme la voie la plus sûre de faire cesser les troubles intérieurs et l'ancien généralissime Alexeïeff a été désigné comme chef éventuel du nouveau cabinet. Cependant, malgré les instances des ministres cadets, M. Kerensky a renoncé finalement à confier le pouvoir au général Alexeïeff et s'est engagé à négocier avec les représentants du Soviet.

On croit que dans le nouveau gouvernement les éléments socialistes seront représentés plus largement et parmi les ministres non socialistes seuls MM. Terestchenko, aux Affaires Etrangères et Nekrassoff aux Finances se maintiendront à leur poste.

Le gouvernement a l'appui de l'armée et du pays

Pétrougrade, 12 Septembre. Les commandants de tous les fronts, sauf celui du Sud-Est, ont déclaré leur fidélité au gouvernement. Cette décision est prise en plein accord avec les Comités militaires et l'organisation démocratique des troupes. Le gouvernement poursuit ses mesures énergiques pour protéger Pétrougrade contre toute attaque et il est à espérer que toute éruption de sang dans le gouvernement de province qui afflue nombreux font ressortir le même état d'esprit empreint de dévouement absolu et de fidélité au gouvernement provisoire.

Le Comité des ouvriers et soldats dénonce la trahison de Korniloff

Pétrougrade, 12 Septembre. Le Comité exécutif central du Conseil des délégués ouvriers et soldats de Pétrougrade a envoyé à tous les conseils régionaux et aux Comités militaires du front et de l'arrière de l'armée, le radio-télégramme suivant : « L'ancien généralissime Korniloff a trahi la Patrie et la révolution. Le gouvernement provisoire de lui remettre tout le pouvoir civil et militaire pour former un nouveau ministère. Le chef d'état-major généralissime des armées, par l'ouverture du front aux Allemands et à la conclusion d'une paix séparée. »

« Le gouvernement et le Conseil des délégués et soldats prennent toutes les mesures pour réprimer une contre-révolution. Ils châtieront sévèrement la trahison du généralissime. »

Les télégrammes annoncés ensuite la nomination du général Korniloff, auparavant commandant le front Nord, au poste de généralissime, et ajoute que des mesures décisives sont prises pour empêcher les éléments militaires isolés de marcher sur Pétrougrade. En même temps, le Conseil des délégués ouvriers et soldats invite tous les Comités militaires à ne tenir aucun compte des ordres du général Korniloff et du général Loukousky.

La fidélité de la flotte de la Baltique

Pétrougrade, 12 Septembre. Les équipages de la flotte de la Baltique ont exprimé leur confiance dans le gouvernement et l'ont assuré qu'ils exécuteront tous ses ordres. La garnison de Cronstadt s'est mise à la disposition du Conseil des délégués ouvriers et soldats de Pétrougrade.

Feuilleton du Petit Provençal du 13 septembre

Roman de Christiane

DEUXIEME PARTIE
MAMAN « REVEUSE »

... Non d'inquiétude... car il allait sans aucun doute le retrouver dans le jardin. — Dans le jardin où cependant il ne descendait que très rarement. Vite le domestique y courut. Mais pas plus dans le jardin que sur la terrasse il n'aperçut monsieur Roger. La grille était ouverte sur la rue, certainement celui-ci était sorti. Mais comme il n'y avait que quelques minutes de cela, il ne pouvait être loin. Sûrement, Jean allait le découvrir sous les arbres du quai de Schweitzerhof, ou de préférence, il allait à se promener. Or, là il ne vit que des Anglais qui, plantés au bord de l'eau, braquaient leurs lunettes devant eux, examinaient le Pilate tout bleu et tout rose au soleil levant. Il s'approcha d'eux... ah ! mais, inquiet...

mais affolé cette fois... et sa casquette à la main, poliment il interrogea : — Messieurs... vous n'auriez pas vu ? Il n'eut pas le temps d'achever sa question. — No... no... répondait déjà sèchement les Anglais, ennuyés d'être dérangés par cet importun. Et l'un ajoutait : — Rien tu toute... Jean rebroussa chemin, rentra à l'hôtel, interrogea les domestiques. Personne n'avait aperçu monsieur Roger, personne, à l'exception d'une servante qui avait cru le reconnaître, tout à l'heure, dans un promeneur qui traversait le jardin. Jean, de plus en plus inquiet, alla aux renseignements dans la rue. Mais les gens qu'il questionna ne purent lui donner de réponse satisfaisante. Pendant une heure, il courut de côté et d'autre vainement. Son maître avait disparu. — Si, lorsqu'il sortit de l'hôtel, la première fois, Jean avait suivi la grande rue au lieu de se rendre sur le quai, il eût aperçu celui qu'il était chargé de surveiller. — Tu es un mauvais valet, ce matin... Tu parais l'assez comme si tu avais passé une nuit blanche. — J'ai mal dormi, en effet, avoua-t-elle. — Pourquoi ?

— Un peu de migraine... Je prendrai de l'antipyrine tout à l'heure... ce soir il n'y paraîtra plus. — Et tout à l'heure, ajoutait Claudette... tout à l'heure, quand le docteur viendra, demande-lui ce qu'il en pense. — Oui... oui, rassurez-vous. — Et avec son toujours très doux sourire : — Ce ne sera rien... mes enfants. — Puis comme le coucou sonnait la demie de sept heures : — Allons, partez vite... si vous ne voulez pas être en retard. — Ils l'embrassèrent une dernière fois, tous les deux avec plus de tendresse encore et comme s'ils devinaient que de tristes pensées, que de mauvais souvenirs devaient l'assailir et la torturer. — Ils l'embrassèrent en lui murmurant à l'oreille : — Courage, maman... tu sais que nous t'aimons encore bien plus à présent. — A la porte, comme chaque matin, Pierre se tenait. — Pierre, qui attendait Marc et Claudette, et qui avait obtenu de madame Harley la permission de les accompagner jusqu'à la lisière de la forêt... où il s'assessait souvent... où il demeurait parfois une demi-heure, parfois une heure, à examiner... à contempler le paysage, disait-il, mais en réalité à rêver. — A rêver à Claudette... dont l'adorable

vision demeurait devant ses yeux longtemps après que la jeune fille était partie. — A Claudette, qu'il revoyait avec sa robe claire et ses cheveux de soleil, la carnation rosée de son jeune visage aux lèvres saignantes, aux traits si délicats, aux yeux de tendre lumière. — A Claudette qui, maintenant, tenait une place très grande... oui, très grande... dans sa vie. — Si grande qu'il s'effrayait follement à la pensée qu'il faudrait bientôt quitter la jeune fille. — S'en aller loin d'elle... — Ne plus la voir... — Et qu'il se demandait avec un douloureux... un atroce serrement de cœur : — L'aimerai-je donc bien plus que je n'aime maman... ? — Oui, il était là, grave et triste un peu, se disant : — Dans un mois... je ne l'attendrai plus... — Dans un mois elle s'en ira seule avec Marc. — Penserai-elle seulement quelquefois à moi... à moi qui penserai tant à elle ? — A moi qui ne l'oublierai jamais ? — Le frère et la sœur, en ouvrant la porte du bureau, savaient qu'ils allaient le voir. — Ils lui serrèrent la main. — Et tous trois descendirent le perron et s'en allèrent. — Non sans que Marc et Claudette se fussent retournés une fois encore... vers une

fenêtre... où ils étaient sûrs de voir apparaître la tête blonde de leur mère... Non sans lui avoir envoyé de loin déjà un dernier baiser. — Et maintenant, Marc faisait à Pierre la même remarque faite tout à l'heure à sa mère : — Qu'avez-vous, Pierre ? — Le fils d'inès tressaillit. — Moi ? — Oui, vous ne semblez pas être dans votre assiette. — Mais je n'ai rien. — Si... si... ajoutait Claudette... vous ne parlez pas... quelqu'un vous a fait du chagrin. — J'ai peut-être du chagrin, mais personne ne m'en a causé... — Qu'est-ce que c'est que ce mystère ? s'exclamait Marc en prenant le bras de son camarade. — Il n'y a pas de mystère là-dedans. — Alors, expliquez-vous. — Eh bien... eh bien... avouait Pierre en rougissant et en détournant soudain les yeux... je songe que je vais bientôt vous quitter et j'en éprouve... beaucoup... beaucoup de peine. — Vous aussi, murmura la jeune fille, dont la voix tremblait légèrement : nous aurons de la peine à vous voir partir. —

(La suite à demain.)

